

AGIR pour TIMOR

n° 9 — février 1994

CAMPAGNE "QUATRE MOIS POUR TIMOR-EST" LE COUP DE PROJECTEUR

Allons-nous vers la fin du silence qui entoure depuis des années la situation du peuple timorais ? Pendant les quatre prochains mois, plusieurs organisations, et non des moindres, engagent une campagne d'information et de solidarité.

Peuples solidaires, qui en est à l'initiative avec Agir pour Timor, France-libertés / Fondation Danielle Mitterrand, la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), la Cimade, Justice et Paix, la Confédération Générale des Travailleurs (CGT), la Fédération Syndicale Unitaire (enseignement), le Syndicat National de l'Enseignement Secondaire (SNES-FSU), la Coordination des Collectivités Portugaises de France (CCPF) avaient, au moment où nous terminons la rédaction de ce bulletin, annoncé leur participation. Beaucoup d'autres organisations de défense des droits de l'homme, de solidarité, syndicales et autres, accompagnent avec intérêt la préparation de la campagne et doivent décider de leur participation dans les tous prochains jours.

De mars à juin, beaucoup d'initiatives d'information auront lieu, un peu partout en France. La campagne, ouverte dans sa conception, permet à chaque participant de s'adresser à son public habituel et à des publics nouveaux, avec les actions qu'il juge les mieux adaptées et en fixant des objectifs qui lui semblent le mieux correspondre aux besoins de solidarité du peuple timorais.

Nous lançons un appel urgent à tous les lecteurs de ce bulletin pour qu'ils prennent une part active à cette campagne. Nous pourrions vous envoyer des éléments d'information plus précis sur le matériel d'animation disponible pour l'organisation d'initiatives au niveau local. Nous avons besoin de vous tous ! Pour rompre le silence.

SOMMAIRE

A Timor, en Indonésie, en Australie, au Portugal, aux Etats-Unis, en Allemagne, en Suède, en Irlande, en Norvège, au Japon, à Macao, à Genève, à Bruxelles, en Corée du Sud, tous les événements concernant Timor pour la période décembre 1993-mi-février 1994 (pages 2 à 7)

En Indonésie : Répression d'étudiants à Bali et de syndicalistes à Jakarta. L'Indonésie va-t-elle commencer à respecter la législation internationale du travail ? (page 7)

En France : des organisations de solidarité vont développer, de mars à juin, une campagne pour Timor. France-Libertés et la FIDH interviennent à l'ONU. Amnesty international-France mène campagne contre les "disparitions" et assassinats politiques. Le "réseau jeunes" de Peuples Solidaires s'engage pour les étudiants timorais (pages 1 et 8)

TIMOR-EST A LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME DE L'ONU

La 50^{ème} session de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU est réunie à Genève depuis le début du mois de février. Lors de la dernière session, l'Indonésie a été condamnée par l'organisation internationale et n'a pas tenu compte des décisions de cette instance.

Cette année, la question de Timor-est est à nouveau en débat. Des organisations françaises sont intervenues à ce sujet. La Fondation Danielle Mitterrand — France-libertés et la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (association internationale ayant son siège en France) ont co-signé une déclaration que nous transcrivons intégralement (en ce qui concerne Timor).

"Monsieur le Président,

C'est avec satisfaction que nos deux organisations ont pris note, le 17 septembre 1993 que, à l'issue d'un entretien entre les Ministres des Affaires Etrangères Indonésien et Portugais, sous les auspices de Monsieur Boutros Ghali, Secrétaire Général des Nations Unies, l'Indonésie avait accepté de donner accès au Timor-Oriental aux agences humanitaires des Nations Unies et aux organisations de défense des droits de l'homme, conformément à la Résolution adoptée à la 49^{ème} session de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies.

La réalité, malheureusement, ne correspond pas à ces prises de position. En effet, s'appuyant sur ces déclarations, France-Libertés et la Fédé-

ration des Ligues des Droits de l'Homme ont exprimé, le 4 octobre dernier, aux autorités indonésiennes, leur intention d'effectuer une mission d'enquête au Timor-Oriental afin de s'informer, in situ et directement, de la situation des droits de l'homme.

Invoquant des motifs fallacieux, les autorités indonésiennes nous ont informés que cette mission ne pouvait avoir lieu dans l'immédiat, démontrant ainsi leur manque de volonté à effectuer de réels changements quant aux questions relatives à Timor-Est.

Pourtant la situation dans le territoire non autonome de Timor-Est, sous occupation illégale

Suite page 8

TIMOR, 19^{ème} ANNÉE D'OCCUPATION

DÉCEMBRE À FÉVRIER AU JOUR LE JOUR...

1993 DÉCEMBRE

2/3/4 — A Lisbonne, Congrès extraordinaire de l'Union Démocratique Timoraise (UDT), le premier depuis que Timor a été envahi. Le Congrès a procédé à la restructuration de la direction, approuvé des statuts adaptés à la réalité de l'exil et élu João Carrascalão, qui réside habituellement en Australie, au poste de président du mouvement.

6 — Une délégation composée par João Carrascalão (UDT), Mari Alkatiri (Fretilin), Gaspar Sobral (Forum Timorais) et José Ramos Horta (CNRM) participe aux « IV Journées Universitaires Lusophones », à Coimbra, Portugal. Ils demandent l'attribution de bourses aux jeunes Timorais « qu'il faut préparer à l'édification du pays au moment de l'indépendance ».

7 DÉCEMBRE 18^{ÈME} ANNIVERSAIRE DE L'INVASION MILITAIRE

A Camberra, Australie, les structures locales du Fretilin et de l'UDT organisent une marche de protestation commune contre l'occupation. Des parlementaires des différents partis y ont participé.

A Darwin, Australie, un groupe de manifestants a brûlé le drapeau indonésien après que le Consulat de ce pays ait refusé de recevoir un Timorais.

A Dublin, Irlande, manifestation devant l'ambassade britannique, organisée par la East Timor Ireland Solidarity Campaign (ETISC), rappelant que Londres est le premier fournisseur d'armes de l'Indonésie.

A Hong Kong, manifestation devant le consulat indonésien.

A la Faculté de Lettres de Lisbonne, lancement du livre « A voz fagueira de Oan Timor », du poète Timorais Fernando Sylvain. A Porto, à Coimbra et dans les plus impor-

tantes villes portugaises, les associations de solidarité diffusent des communiqués et organisent des actions.

A Paris, Agir pour Timor envoie une lettre à l'Ambassadeur du Royaume Uni, protestant contre les ventes d'armes britanniques (*copies disponibles sur demande à l'association*).

7 — L'administration Clinton admet avoir repris l'entraînement de militaires indonésiens, stoppé en 1992 après le massacre de Santa Cruz, et critiqué par le Congrès.

8 — Dans l'Espace pour Timor, à Lisbonne, la Commission pour les Droits du Peuple Maubere (CDPM) organise un débat avec João Carrascalão (UDT), Mari Alkatiri (Fretilin) et Ramos Horta (CNRM) sur les perspectives d'action et différentes propositions de paix pour le territoire.

8 — La radio catholique de Timor "Timor Kmanek", en tetum et indonésien, commence à émettre.

La revue "Seara", propriété de la diocèse de Dili, maintiendrait sa parution en tetum, indonésien et portugais.

14/15 — Quelques Timorais partisans de l'annexion indonésienne et quelques exilés dissidents de la Résistance réalisent une « rencontre de réconciliation » à Ware, dans la banlieue de Londres. A la tête de la délégation venant de Jakarta se trouve Francisco Lopes da Cruz, ambassadeur itinérant de Suharto et son conseiller spécial pour Timor-Est. Parmi les participants exilés se trouve notamment Abílio Araújo, ex-dirigeant du Fretilin.

Cette rencontre a été successivement annoncée et reportée depuis avril 93. Elle a été rendue possible grâce à l'activité déployée par l'ambassade indonésienne à Londres.

Pour la Commission de Coordination du Front Diplomatique de la Résistance (qui intègre l'UDT, le Fretilin et le CNRM), qui condamne l'initiative, cette rencontre, organisée par Jakarta, voudrait réduire la question timoraise à une affaire interne à l'Indonésie, en lui enlevant son caractère de conflit international. Et la Résistance appelle à la poursuite des négociations sous l'égide du Secrétaire Général de l'ONU.

23 — Plusieurs lettres écrites par les sept prisonniers timorais à Cipinang (Ile de Java), où se trouve depuis septembre Xanana Gusmão, parviennent à l'extérieur, demandant de l'argent pour acheter « un pantalon, une chemise et un drap » pour Xanana et « du dentifrice, du savon et quelques médicaments » pour tous. Selon les prisonniers, Xanana reçoit des visites périodiques de la police politique lui interdisant de parler politique avec les autres prisonniers. Il pleut dans sa cellule. Il n'est pas autorisé à se rendre à l'Eglise de la prison.

23 — Vicente Floriano Dias Ximenes, 38 ans, a été détenu à Timor-Est en 1993 pour activités clandestines. Il aurait été torturé. Un document militaire indonésien le décrit comme le directeur de la compagnie CV Colega Timor. Vêtu d'uniforme de l'armée indonésienne, il a passé la frontière de Timor Ouest à bord d'une voiture avant d'« acheter » son passage sur un navire indonésien à destination de Singapour et finalement d'embarquer sur un vol pour Darwin (Australie), où il a immédiatement demandé l'asile politique.

25 — A Dublin, la Campagne Irlandaise de Solidarité avec Timor-Est organise un défilé devant l'ambassade indonésienne.

25 — Décès à Lisbonne du Président de la Société de Langue Portugaise, le poète Timorais Fernando Sylvain, âgé de 76 ans.

26 — La Commission Internationale de Juristes, à Genève, reçoit une lettre de six pages, écrite par Xanana Gusmão à la prison de Cipinang, datée du 1^{er} décembre et adressée à « toutes les instances internationales ». Dans sa lettre, il demande de l'aide pour obtenir l'annulation de son procès (en 1993 il a été condamné à perpétuité, puis à 20 ans de prison), demande à être assisté par deux avocats, l'un portugais l'autre indonésien du LBH, une organisation de juristes à laquelle il n'a pas eu accès lors du procès. Dans la lettre, il fait la démonstration des liaisons existantes entre l'avocat qui lui avait été commis et le pouvoir indonésien.

Plusieurs groupes de solidarité dont la Plateforme Internationale de Juristes pour Timor, basée aux Pays-Bas, se dé-

TIMOR, 19ème ANNÉE D'OCCUPATION

DÉCEMBRE À FÉVRIER AU JOUR LE JOUR...

clarent prêtes à mener campagne pour l'annulation du procès.

27 — Le Général Theo Syafei, commandant de la région militaire de Udayana qui comprend le territoire de Timor, annonce son intention, à partir d'avril, de «transférer à la police les fonctions de maintien de l'ordre» assurées par l'armée. Il justifie cette mesure par la «faiblesse de la résistance, aujourd'hui réduite à moins d'une centaine de guérilleros, éparpillés en quinze à dix-huit petits groupes».

Le représentant du Fretilin en Australie corrige ces affirmations en assurant qu'il y a plus de cinq cents combattants armés dans les montagnes de Timor.

28 — L'Association des avocats indonésiens proteste contre les violations des droits de l'homme commises par le gouvernement indonésien. Elle dénonce le sort de 21 étudiants et militants des droits de l'homme arrêtés et condamnés à six ans de prison et la mort de «dizaines de Timorais lors du massacre de novembre 1991».

29 — Un avion civil indonésien à destination inconnue a quitté Dili emmenant l'ex-numéro deux de la résistance armée Ma'Huno qui accomplissait sa peine de prison à Timor. Les militaires avaient déjà annoncé leur intention de transférer Ma'Huno vers la prison de Cipinang (Ile de Java) où se trouve Xanana.

29 — Arrivée à Lisbonne, en compagnie d'un représentant de la Croix Rouge Internationale, des sept jeunes Timorais qui avaient vu refusées leurs demandes d'asile politique aux ambassades de Suède et de Finlande à Jakarta, le 23 juin dernier.

Mateus Brito Ximenes, 23 ans, Oscar Gonçalves Faria, 20, Clementino Faria, 27, Ventura Valentim da Conceição, 23, Florêncio Anunciação Fernandes, 22, José Manuel Oliveira Sousa, 24, et Porfirio da Costa Oliveira, étaient persécutés depuis qu'ils avaient échappé au massacre de Santa Cruz, en novembre 1991. Ils sont restés plusieurs mois sous la protection du militant des Droits de l'Homme indonésien Haji Princen qui a également été l'intermédiaire dans toutes les négociations qui ont conduit à leur sortie

de l'Indonésie.

Ils sont accueillis à l'aéroport par une foule de Timorais et de journalistes. Ils seront reçus dans les jours suivants par le Président de la République, Mario Soares, et par le Ministre des Affaires Etrangères, Durão Barroso, et participeront à plusieurs initiatives publiques organisées par des associations d'étudiants et des mouvements de solidarité.

29 — La Commission «Liberté pour Xanana, Liberté pour Timor» rend publique, à Lisbonne, une lettre de Xanana Gusmão, datée du 27 novembre, où il remercie les centaines de jeunes Portugais qui ont participé à la campagne «une carte postale pour Xanana».

29 — Le Général Feisal Tanjung promet de sévères punitions pour tous ceux qui ont aidé à faire parvenir à l'extérieur l'appel de Xanana Gusmão pour l'annulation de son procès.

30 — Baharuddin Lopa, qui cumule les responsabilités de Directeur des services carcéraux indonésiens et de secrétaire de la «Commission indonésienne des droits de l'homme» accuse un délégué de la Croix Rouge qui a accompagné la mère de Xanana lors d'une visite, d'avoir fait parvenir sa lettre à la Commission Internationale des Juristes.

1994 JANVIER

2 — Arrestation par la police militaire indonésienne (KOREM) de Luciano Valentim, 21 ans, frère d'un des sept jeunes réfugiés arrivés à Lisbonne fin décembre. Accusé de posséder «des documents subversifs en rapport avec Xanana Gusmão», il sera libéré une semaine plus tard et convoqué plusieurs fois pendant le mois de janvier pour interrogatoire.

4 — Dans un communiqué diffusé à Jakarta, le Comité International de la Croix Rouge nie avoir eu connaissance d'une quel-

conque lettre de Xanana vers l'extérieur.

5 — La presse indonésienne annonce que le militant des Droits de l'Homme Nuku Suleiman, arrêté en novembre dernier, sera jugé sous l'accusation d'«offense au Président Suharto». Il a produit des auto-collants avec l'inscription «Suharto, idéologue de tous les désastres» et des références au massacre de 12 novembre 1991 à Dili et à l'assassinat de dizaines de musulmans lors d'une manifestation à Jakarta en 1984. Nuku Suleiman est le président de la Fondation Pijar, récemment devenue l'une des principales organisations promouvant des actions de lutte pour la démocratie en Indonésie.

5 — Arrivée à Jakarta du Général de réserve portugais ultra-conservateur Galvão de Melo, l'un des dirigeants de l'«Association d'amitié Portugal-Indonésie», récemment créée.

Galvão de Melo rencontrera, lors de son séjour de deux semaines, en Indonésie et à Timor, Ali Alatas, Ministre des Affaires Etrangères, le Président Suharto, le Chef de l'Etat-Major des Forces Armées, Feisal Tanjung, entre autres. Est annoncée la création de l'association symétrique «Indonésie-Portugal» qui sera présidée par une fille de Suharto, Indra Rukmana, très active dans la préparation de la «rencontre de réconciliation» de Londres. Pour la presse indonésienne et avant même de partir vers Timor, Galvão de Melo vante les mérites de l'intégration, refuse de croire que Xanana ait été torturé et ne voit pas la nécessité d'un référendum d'auto-détermination.

Il ira à Dili où il rencontrera les autorités civiles et militaires. L'évêque Ximenes Belo déclare «ne pas voir d'utilité à recevoir le personnage» et «se demander quels sont ses intérêts».

Cette association est dirigée par un industriel qui a appartenu à un réseau clandestin d'extrême-droite en 1975, par l'ancien directeur d'un hebdomadaire réactionnaire, qui a fait faillite il y a quelques années, visiteur assidu de l'Ambassade indonésienne à Madrid et par ce Général, que tous les Portugais pensaient définitivement enterré dans les poubelles de l'Histoire qui s'est trouvé là une vocation pro-indonésienne subite.

7 — A Bonn, Allemagne, le député Klaus

TIMOR, 19ème ANNÉE D'OCCUPATION

DÉCEMBRE À FÉVRIER AU JOUR LE JOUR...

Kuebler, responsable au SPD des affaires concernant les droits de l'homme en Asie, considère «laconiques et hypocrites» les réponses du Gouvernement Fédéral aux questions posées par une cinquantaine de députés de son parti sur la vente à l'Indonésie de 39 navires de guerre de l'ex-RDA, de cinq mille tonnes de munitions, de pièces de rechange et l'attribution d'un crédit de 390 millions de marks pour l'achat d'autre matériel.

Le Gouvernement fédéral prétend que cette vente a été signée avant la résolution, prise à l'unanimité en juin 1993, par l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) qui interdit explicitement la vente d'armes à l'Indonésie.

Le député va poursuivre son investigation sur toute l'affaire. Selon lui, le Gouvernement fédéral n'a notamment pas respecté la clause qui stipulait que les bateaux devaient être livrés sans armement à l'exception de quatre vedettes équipées pour la lutte contre la piraterie.

8 — Le Gouvernement Indonésien suspend toutes visites à Xanana Gusmão (Croix Rouge et parents).

Le Directeur des Services Carcéraux (qui est, rappelons-le, secrétaire de la «Commission indonésienne des Droits de l'Homme») accuse Xanana d'avoir «violé un gentlemen agreement» en faisant sortir une lettre vers la communauté internationale.

10 — Arrivée à Macao du premier groupe de réfugiés Timorais de l'année

Leon Sin Kiu, ancien fonctionnaire de l'administration portugaise à Dili, sa femme et ses enfants ont dû acheter un aller-retour Bali/Hong Kong pour ne pas soulever des soupçons et corrompre quelques fonctionnaires indonésiens des services d'émigration.

90 réfugiés en provenance de Timor se trouvent actuellement au Centre de réfugiés de Ilha Verde, à Macao, ce qui épuise les capacités d'hébergement du centre. 40 de ces Timorais partiront bientôt vers le Portugal. En 1993, 200 Timorais sont arrivés à Macao, la grande majorité étant d'origine chinoise, ceux qui ont le plus de disponibilités financières pour faire face aux coûts que cela représente. De Macao ils se dirigent vers le Portugal ou vers l'Australie.

12 — Un rapport de 56 pages est publié par la Commission Internationale des

Juristes, à Genève, concernant les conditions du déroulement du procès de Xanana Gusmão, basé sur les informations fournies par l'avocat Indlen Fredun de Vitre qui a assisté au procès, en représentation de la CIJ.

La Commission conclut que le procès «ne s'est pas déroulé en conformité avec les règles internationales et a violé même des dispositions du code pénal indonésien», en particulier lorsque la Cour a interdit à Xanana de lire sa défense pendant la séance du 17 mai 1993. L'absence d'avocat lors des interrogatoires, le choix d'un avocat connu par ses liaisons au pouvoir, l'utilisation des témoignages de plusieurs personnes en détention, les interventions menaçantes du Gouverneur du Timor pendant le procès font partie des vices de forme détectés par la CIJ. L'observateur de la CIJ avait été autorisé à assister à une seule journée du procès, le 4 mars et s'était vu opposer des refus à ses demandes de communication du dossier, de visite à Xanana et de rencontres avec l'Accusation et avec la police secrète militaire.

12 — Une nouvelle lettre de Xanana Gusmão, écrite dans sa prison de Cipinang, en novembre, parvient à la presse. Il y confirme avoir été sujet à des tortures dans la prison militaire de Denpasar, à Bali, après son arrestation. Il a également été empêché de dormir pendant trois jours et trois nuits. Il se plaint aussi de se trouver mélangé avec «des fous, des assassins et des voleurs».

12 — Une délégation parlementaire hollandaise visite Jakarta et rencontre Suharto. Elle constate, selon les paroles de W.J. Deetman, qui dirigeait le groupe de députés «une différence de perception des Droits de l'Homme». Deetman considère «utile de poursuivre la discussion».

13 — Six Timorais, survivants au massacre de Santa Cruz, détenus à la prison centrale de Dili, font parvenir à la Commission Internationale des Juristes un appel à la communauté internationale pour que soient considérés comme nuls les procès de tous les prisonniers politiques à Timor-Est.

Le document est signé par Saturnino da Costa Belo (qui avait crié «vive Timor!» en plein Tribunal), Francisco Miranda Branco,

Filomeno da Silva Ferreira, Jacinto das Neves Alves, Juvêncio de Jesus Martins et Gregório da Cunha Saldanha. Ils contestent la légitimité indonésienne en se fondant sur les résolutions de l'ONU, dénoncent les méthodes utilisées par les services secrets militaires pendant toute la préparation du procès et l'attitude de la «justice» pendant son déroulement. Ils appellent à des pressions auprès du Gouvernement indonésien pour qu'il donne libre accès à des groupes de juristes et que les responsables de la mort de plus de 200 000 personnes à Timor soient jugés par le Tribunal International de La Haye.

13 — Francesco Vendrell, Directeur des Affaires Politiques à l'ONU, commence à Lisbonne un cycle de conversations qui le mènera ensuite à Jakarta et à Dili pour préparer le prochain round de négociations sur Timor, le 6 mai à Genève, auquel participeront le Secrétaire Général de l'ONU et les Ministres des Affaires Etrangères de l'Indonésie et du Portugal.

Vendrell est assisté par un haut fonctionnaire des Nations Unies, Tamrat Samuel, qui a suivi, l'année dernière, une partie du procès de Xanana Gusmão.

Les dirigeants du CNRM, du Fretilin et de l'UDT à Lisbonne lui ont réclamé une intervention directe timoraise à la table de négociations.

Depuis 1984, quand ont commencé les réunions de médiation Indonésio-Portugaises, les contacts préliminaires aux rencontres ont été à charge des délégations des deux pays à New York. C'est la première fois qu'un envoyé spécial du Secrétaire Général se déplace aux trois endroits exclusivement pour préparer une rencontre.

17 — La Fondation d'Aide Juridique Indonésienne (YLBHI), ainsi que des juristes de plusieurs pays, critiquent la suspension des visites à Xanana Gusmão.

L'YLBHI demande aux autorités que soit autorisée une visite de trois de ses membres à Xanana, considérant que ce qui se passe avec son procès «est devenu matière de préoccupation publique, qui doit être résolue de manière responsable» et demande une «investigation ouverte, honnête et objective». Avec quelque ironie l'YLBHI propose d'associer à cette démarche la «Commission indonésienne de Droits de l'Homme» dont le

TIMOR, 19ème ANNÉE D'OCCUPATION

DÉCEMBRE À FÉVRIER AU JOUR LE JOUR...

secrétaire est le Directeur Général des prisons.

18 — Une cassette contenant des déclarations de Xanana, enregistrée le 7 décembre dernier, à la prison de Cipinang (Java), est diffusée par la BBC et par Radio Renascença (radio catholique portugaise). Xanana affirme que la résistance n'est pas morte, que sa lutte continue pour restituer la paix au Timor et la liberté à son peuple, que l'Indonésie ne peut pas vaincre politiquement.

18 — John Pilger, cinéaste australien basé à Londres, dont le film «Death of a nation», de 55 minutes sera diffusé en février par la chaîne britannique ITV et a déclenché l'intérêt de télévisions de plus de 40 pays, déclare que la résistance dans le territoire «continue à être active et est très bien organisée». «Death of a nation» comprend une interview de Konis Santana, l'actuel chef de la résistance armée à Timor.

18 — L'Ambassade indonésienne à Bruxelles fait parvenir au Groupe du Parlement Européen pour les relations avec l'Association des Pays du Sud-est Asiatique (ASEAN) une invitation à deux de ses membres pour visiter Timor. Le Parlement refuse, en laissant ouverte la possibilité d'accepter une invitation de ce type si la délégation est composée de cinq députés, ce qui permettraient que les différents courants politiques y soient représentés.

20 — A Djakarta, Ali Alatas, Ministre des Affaires Étrangères, accuse la presse étrangère d'avoir «porté atteinte à l'image du pays». Selon lui, la question de Timor a «perturbé la vision de beaucoup de gens qui ne savent même pas où se trouve l'Indonésie».

21 — Les sept étudiants timorais récemment arrivés au Portugal rendent public un document qui rend la fille du Président Suharto personnellement responsable de la mort de deux jeunes Timorais.

Siti Hardiyanti Rukmana, vice-présidente du parti gouvernemental Golkar et choisie pour présider la toute jeune «association d'amitié Indonésie-Portugal» était

très impliquée dans l'engagement de trois cents jeunes Timorais à aller travailler ou étudier en Indonésie en juin 1991 (lorsqu'il était question qu'une délégation parlementaire portugaise visite le territoire et que l'Indonésie a tout essayé pour démanteler les réseaux clandestins de la résistance). Dès leur arrivée à Surabaya et à Bali les jeunes ont été livrés à eux-mêmes et deux sont morts dans des circonstances mal éclaircies : Marcos Fátima Soares, 24 ans, et João Castro, 22 ans.

24 — Francesco Vendrell, envoyé spécial du Secrétaire Général de l'ONU et son assistant Samuel Tamrat, rendent visite à Xanana Gusmão.

A la sortie il déclare que Xanana est «physiquement et mentalement en bonne santé» mais ne donne pas de détails sur la teneur de la conversation, annonçant seulement qu'il prépare un rapport pour le Secrétaire Général.

24 — Le régisseur du village de Waimore, district de Viqueque, annonce des attaques de la guérilla à Waimore et au village voisin de Carubalo, la semaine précédente.

Le Commandant militaire de Dili, le Colonel Lumintang, déclare que cette même semaine deux guérilleros ont été abattus, au cours de la première confrontation de l'année entre l'armée et la résistance.

24 et suivants — Le Parti Libéral Suédois présente au parlement une motion élaborée par le député Ingela Martensson, membre d'une commission parlementaire qui a visité Timor et l'Indonésie en septembre dernier, exigeant la suspension de l'aide financière suédoise et l'embargo sur toutes les exportations vers l'Indonésie. La motion considère que c'est un devoir de la Suède de s'engager pour la réalisation d'un référendum et pour une présence permanente de l'ONU.

Le lendemain c'est le tour de 16 députés du Parti social-démocrate de présenter une motion qui considère comme inacceptable l'annexion de Timor-Est par l'Indonésie et qui exige que la Suède arrête les exportations d'armes vers l'Indonésie. Ils demandent que de l'aide soit acheminée par des organisations indépendantes vers les projets éducatifs et sociaux de l'Église Catho-

que.

Le 29 janvier, deux députés du Parti du Centre présentent une motion considérant que le Gouvernement suédois doit défendre le droit du peuple timorais à l'autodétermination devant l'Assemblée générale de l'ONU. Le texte défend la participation de Timorais aux conversations entre le Portugal et l'Indonésie et demande au Gouvernement suédois de faire pression sur Jakarta pour que les troupes indonésiennes soient retirées du territoire.

La discussion des trois motions n'est pas encore fixée.

27 — La presse publie des extraits d'une lettre de l'Évêque de Dili, Mgr Ximenes Belo à l'association timoraise Tata Mai Lau, à Macao. L'évêque émet un jugement sévère sur la «rencontre de réconciliation» tenue à Londres en décembre. «Elle est très mal vue par les Timorais de l'intérieur. La télévision indonésienne dit que la rencontre a eu lieu pour soutenir l'intégration. Et c'était bien cela». Ximenes Belo annonce qu'il visitera la communauté timoraise de Macao en mai ou juin et prévoit que beaucoup de jeunes timorais actuellement à Jakarta vont essayer de partir.

28 — Le Parlement portugais soutient, à l'unanimité, la candidature de Mgr Belo au Prix Nobel de la Paix, proposition du groupe de trois députés suédois qui ont visité Timor en septembre dernier intégrés dans une mission de vérification du respect des Droits de l'Homme.

29 — Le travail de reportage «Massacre : The story of East-Timor», sur le massacre de Santa Cruz, transmis par la radio américaine «WBAI Pacific Station», a gagné le Prix Dupont-Columbia 1993, qui récompense les meilleurs travaux journalistiques de radio et de télévision diffusés aux États-Unis.

31 — La Radiodiffusion Portugaise Internationale inaugure son émission quotidienne, d'une heure, vers Timor. L'émission, de 12 à 13h, heure européenne, est composée par une synthèse d'informations en langue portugaise, suivie d'un développement en Tetum, par de la musique timoraise et portugaise.

Jusqu'à maintenant il n'était possible de

TIMOR, 19ème ANNÉE D'OCCUPATION

DÉCEMBRE À FÉVRIER AU JOUR LE JOUR...

capter à Timor que les émissions de la RDP International vers l'Afrique.

Fréquence : 17 595 KHz, bande des 16m.

31 — Au moins 22 personnes de trois villages de la région de Ermera, à 50 km de Dili, sont mortes de "diarrhée", annonce le «chef de la région», Hidayat Kusumanegara. Beaucoup d'autres personnes recevraient de l'assistance des équipes locales de santé. C'est la deuxième fois en janvier qu'il est question d'une épidémie de diarrhée à Timor-Est.

Selon nos sources, ces épidémies récurrentes de diarrhée pourraient être en fait du choléra endémique causé par l'arrivée de transmigrants indonésiens.

31 — L'hebdomadaire britannique «The Observer», citant des sources diplomatiques, annonce que Xanana pourrait être libéré et placé en exil en Guinée-Bissau, selon les termes d'un accord entre l'Indonésie et l'Union Européenne.

En échange, l'UE baisserait le ton de ses critiques à l'Indonésie pendant la Commission des Droits de l'Homme et poursuivrait ses ventes d'armes au régime de Suharto.

Lisbonne, Bruxelles et Jakarta démentent. Ramos Horta, leader du CNRM, confirme, lui, l'existence de démarches et de contacts venant de l'ONU, qui aurait proposé à l'Indonésie la libération de Xanana comme geste de bonne volonté. La Guinée-Bissau, qui a régularisé ses relations diplomatiques avec l'Indonésie en mai 1993, confirme l'existence de négociations et sa disponibilité pour accueillir le leader timorais.

31 — Début à Genève de la 50ème session annuelle de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU où la situation à Timor-Est sera largement débattue.

FÉVRIER

2 — 40 pages du rapport annuel du Département d'État nord-américain condamnent l'Indonésie, qu'il place dans la «liste noire» à côté du Zaïre, de la Corée du Nord, de Cuba, de la Turquie, de la Chine et de la Birmanie.

L'Indonésie est fortement critiquée pour «ne pas avoir fait de progrès dans la localisation de 60 personnes encore disparues depuis la fusillade de novembre 1991, à Dili», des «assassinats extrajudiciaires», des «atteintes à la liberté religieuse», des «arrestations arbitraires», des «disparitions», des «violations de la vie privée, du domicile et de la correspondance», etc. Le rapport, le premier élaboré sous l'Administration Clinton, souligne les «actes arbitraires» commis par l'Indonésie pendant le procès de Xanana. Timor-Est y figure à chaque chapitre.

2 — Le Ministre des Affaires Étrangères de la Norvège déclare «être préoccupé par les violations des Droits de l'Homme à Timor» et «soutenir le processus de médiation conduit par le Secrétaire Général de l'ONU».

2 — A Tokyo, la "Coalition japonaise pour un Timor-Est libre» a apporté une pétition au chef d'une délégation gouvernementale qui va visiter prochainement l'Indonésie, en lui demandant de faire pression sur ce pays pour qu'il respecte les Droits de l'Homme.

Douze associations de solidarité avec le Timor-Est fonctionnent au Japon.

3 — Début à Genève du débat sur le droit de Timor-Est à l'autodétermination, intégré dans le point 9 de la Commission, intitulé «Droit des peuples à l'autodétermination».

Pendant le débat sont intervenues de nombreuses ONG dont la Ligue Internationale pour la Libération des peuples, la Fédération latino-américaine des associations de détenus et disparus, France-Libertés, etc.

La question de Timor sera également abordée en deux autres points de l'ordre du jour de la Commission : le point 10 (Droits des personnes détenues) et au point 12 (violation des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, principalement dans les pays et territoires coloniaux ou dépendants).

3 — Une délégation de cinq parlementaires de la plateforme «Parlementaires pour Timor-Est» a rencontré le Secrétaire Général de l'ONU, à New York.

La délégation était dirigée par Lord Avebury (Royaume-Uni) et composée par des parlementaires de Suède, d'Irlande et d'Australie. Dans le memorandum qu'ils ont

remis à Boutros-Ghali, les parlementaires demandent le retrait des troupes indonésiennes et la réalisation d'un référendum sous supervision internationale. Ils demandent que cette question figure à l'ordre du jour de la prochaine négociation Portugal-Indonésie, en mai. Ils proposent l'ouverture d'un bureau de l'ONU dans le territoire et réclament de Boutros-Ghali des pressions pour que l'Indonésie accepte d'appliquer les résolutions de la Commission des Droits de l'Homme approuvées l'année dernière.

6 — Arrivée à Jakarta d'une délégation du Congrès américain, dirigée par Richard Gephardt, ayant pour mission d'évaluer le fondement de l'accusation de non-respect des Droits de l'Homme par les militaires et policiers indonésiens, en particulier à Timor.

En septembre dernier, le Sénat américain avait voté la suspension des ventes d'armes et de technologie de pointe à l'Indonésie jusqu'à que le Gouvernement indonésien puisse prouver le respect intégral des droits de l'Homme dans le territoire de Timor.

D'autres missions américaines visitent Jakarta dans la période actuelle afin de vérifier l'introduction dans la législation indonésienne des normes de l'Organisation Internationale du Travail (voir, page 7, NOUVELLES D'INDONESIE).

8 — Une nouvelle association de solidarité annonce sa constitution, à Porto, Portugal, animée par des étudiants portugais et timorais : "Juntos por Timor".

10 — Le Tribunal militaire de Dili condamne le caporal de la police indonésienne Augusto Pereira à 18 mois de prison pour avoir fourni une cachette à Xanana Gusmão (avant sa capture, le 20 novembre 1992).

11 — Le Directeur Général des prisons indonésiennes a refusé à la Fondation d'Aide Juridique Indonésienne la demande de visite à Xanana Gusmão. Selon la même source, Xanana reçoit la visite d'une commission parlementaire indonésienne.

12 — A Darwin, le Premier Ministre australien, Paul Keating, a son premier contact avec la résistance timoraise qui lui offre une compilation de témoignages de Timorais, couvrant la période de 1942 à 1992.

Une manifestation est organisée par la communauté timoraise et par des groupes australiens de solidarité, au cours de laquelle le gouvernement de Keating est accusé d'ignorer délibérément les violations indonésiennes des droits humains dans le territoire de Timor-Est.

15 — 44 réfugiés Timorais (10 enfants et 34 adultes, dont une femme de 72 ans) arrivent à Lisbonne en provenance de Macao, où ils étaient hébergés dans un centre de réfugiés depuis six mois.

Certains vont rester au Portugal, d'autres partiront rejoindre leur famille en Australie.

A Macao restent encore 80 autres réfugiés Timorais en attente de départ.

15 — Max Stahl, le cameraman britannique dont les images avaient fait connaître à l'opinion publique internationale le massacre du 12 novembre 1991 à Dili, révèle qu'il y a eu un deuxième massacre, après celui du cimetière de Santa Cruz, où l'armée indoné-

sienne a assassiné des dizaines de manifestants. Stahl va montrer de nouvelles images de Timor, en particulier l'interview de deux témoins selon lesquels plus de 200 survivants du premier massacre ont été massacrés à l'hôpital.

15 — Le poète Kim Myoung-Shik publie un poème en hommage au peuple timorais, lors du passage en Corée du leader du Fretilin Mari Alkatiri.

Le calendrier de ce bulletin nous oblige à nous arrêter là.

Qui a dit qu'il ne se passait rien sur le Timor ?

Vous voulez suivre l'actualité ?

Abonnez-vous...

NOUVELLES D'INDONESIE

9 et 10 fév. — 21 dirigeants de la "Fédération syndicale pour la prospérité des travailleurs indonésiens" (SBSI), indépendante, sont arrêtés, un jour avant la grève générale d'une heure qu'ils avaient convoquée pour le 11, veille du Ramadan. La grève avait comme objectifs : la révocation du décret qui impose les syndicats uniques, la reconnaissance de la SBSI et la revalorisation du salaire minimum.

Des protestations de divers syndicats à travers le monde sont adressées à Suharto.

La libération de Mochtar Pakpahan, Secrétaire Général, et des autres militants de la SBSI sera annoncée le 13.

13 fév. ? (Bali) — La police indonésienne charge une manifestation d'environ 150 étudiants, défilant devant la résidence officielle du gouverneur de l'île, Ida Bagus Oka, contre la construction d'un complexe touristique de luxe au sud de Bali. Le commandant de la police, le Lieutenant-Colonel Ichsan, cité par l'agence Antara, dit que la manifestation était loin d'être «pure ou spontanée» et admis qu'elle «ait été orchestrée par des intérêts et des forces antigouvernementales».

17 fév. — USA : privilèges douaniers prolongés. Les Etats-Unis, qui avaient donné à l'Indonésie jusqu'à la mi-février pour se conformer au droit international de travail sous peine de voir ses privilèges douaniers

supprimés, ont décidé de prolonger ceux-ci de six mois. L'Indonésie est accusée d'abus variés en ce qui concerne le droit du travail (droit de grève, salaire minimum, existence de syndicats indépendants, neutralité du pouvoir dans les conflits du travail...). En janvier, le gouvernement a annoncé qu'il avait abrogé une loi autorisant l'armée à intervenir dans les conflits du travail, autorisé les ouvriers à négocier collectivement et relevé le salaire minimum journalier à 1,80\$. Asia Watch, organisation américaine de défense des droits de l'homme, souligne toutefois que l'armée a continué à intervenir dans les grèves, que 21 syndicalistes ont été arrêtés juste la semaine précédente et que les règles imposées pour la reconnaissance légale d'un syndicat restent financièrement exorbitantes. Du propre aveu du gouvernement, le salaire minimum légal à Jakarta est inférieur de 30% au minimum vital, et encore est-il loin d'être respecté par les entreprises en général. La SBSI a demandé que le salaire minimum soit porté à 3,30\$.

Le "Système de Préférences Généralisées" (GSP) dont bénéficie l'Indonésie lui permet d'économiser environ 640 millions de dollars par an en taxes d'importation sur le marché américain.

TIMOR-EST LE GÉNOCIDE OUBLIÉ

Le bulletin "Agir pour Timor" essaie de suivre l'actualité internationale et d'en extraire une synthèse d'informations concernant Timor-Est, aussi bien sur l'occupation indonésienne et ses conséquences que sur la résistance timoraise à l'intérieur du territoire comme sur le terrain diplomatique.

Peut-être venez-vous de découvrir l'existence du "problème timorais". Il vous manque des informations plus générales sur l'histoire de ce peuple, sur le génocide dont il est victime, sur sa lutte pour l'auto-détermination.

Si vous souhaitez vous constituer une image d'ensemble du problème, nous vous recommandons la lecture de l'excellent ouvrage "Timor-Est le génocide oublié", de Gabriel Defert, aux éditions l'Harmattan.

AGIR POUR TIMOR

Fondée en janvier 1990, l'association est directement issue du "Collectif Agir pour Timor", créé par une poignée de militants, en octobre 1989, à l'occasion de la visite du Pape à Timor-Est.

Les buts de l'association sont : "organiser des actions d'information sur la situation à Timor-Est et de solidarité avec le peuple timorais".

Agir pour Timor est membre de la Fédération Internationale pour Timor-Est, organisation basée au Japon, ayant statut associé auprès du Département de l'Information de l'ONU, et qui regroupe des associations de solidarité de 11 pays.

L'association a participé à la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies en 1990 et à son Comité de Décolonisation en 1991 et 1993, en tant que pétitionnaire.

Agir pour Timor entretient des contacts réguliers avec les organisations françaises de solidarité internationale et de défense des droits humains et interpelle régulièrement l'Etat français sur sa politique concernant l'Indonésie.

En plus de ce bulletin, Agir pour Timor met en permanence son Centre de documentation (expositions, documentation écrite et audio-visuelle) à la disposition de tous ceux — journalistes, responsables associatifs, étudiants, personnalités politiques — qui cherchent à mieux s'informer sur la situation dans le territoire.

EN FRANCE

CHOMSKY, LES MEDIAS ET LES ILLUSIONS NECESSAIRES

OU POURQUOI L'INVASION DE TIMOR PAR L'INDONESIE A ETE OCCULTEE PAR LES MEDIAS ?

Noam Chomsky, né à Philadelphie en 1928, est un linguiste éminent, auteur et philosophe politique radical de réputation mondiale. Dans le domaine des arts, des humanités et des sciences sociales, Chomsky est l'auteur vivant le plus souvent cité. Depuis des dizaines d'années, il publie des écrits percutants sur le fonctionnement des médias américains et sur leurs relations avec les pouvoirs politiques.

Deux réalisateurs canadiens ont produit un film de deux heures et 45 minutes dont Noam Chomsky est le personnage central.

Depuis 1975, Noam Chomsky n'a cessé de dénoncer les responsabilités américaines dans l'invasion de Timor. Il compare le traitement de l'information sur Timor-Est et sur le Cambodge par la presse américaine comme exemple pratique de son analyse, qu'il développe au cours du film.

Déjà aux Etats-Unis, le film avait remporté un succès important, avec une diffusion dans les réseaux alternatifs.

Arrivé à Paris (Cinéma L'entrepôt, rue Francis de Pressensé, Paris 14, au Métro Pernety) "pour une semaine ou deux", le film fait salle comble depuis décembre et restera à l'écran encore assez longtemps pour que vous puissiez le voir. Les séances des samedi et dimanche soir sont suivies de débats, animés par des professionnels des

médias ou par des associations (Agir pour Timor, par exemple...)

Il est repris par d'autres salles, en région parisienne et en province, depuis février jusqu'à fin mai. Nous avons le grand plaisir de vous fournir la circulation de ce film que, vous l'aurez compris, nous vous recommandons franchement.

— 2-8 mars : Ris Orangis (Les Cinoches) et Etampes (Petit Théâtre)

— 9-15 mars : Villeneuve d'Ascq (Le Méliès)

— 16-22 mars : Fontenay-sous-Bois (Le Kosmos) et Lille (L'Univers)

— 16-29 mars : Grenoble (Le Méliès)

— 23 mars-5 avril : Nantes (Le Cinématographe)

— 30 mars-5 avril : Hérouville-Saint-Clair (Café des Images) et Argelès-sur-Mer (Cinémaimage)

— 6-12 avril : Rennes (Le Grand Huit)

— 6-26 avril : Lyon (TNP-CNP)

— 13-19 avril : Angers (Les 400 Coups)

— 20 avril-3 mai : Saint-Denis (L'Ecran)

— 4-10 mai : Aix-en-Provence (Institut de l'Image)

— 4-17 mai : Strasbourg (L'Odyssée)

— 11-24 mai : Montpellier (Diagonal)

Rappel pour terminer : à Paris, le film passe toujours à L'entrepôt, Paris 14.

AMNESTY

INTERNATIONAL

Contre les "disparitions" et les assassinats politiques, la section française d'Amnesty International a décidé de faire connaître la situation de quinze pays où ces pratiques sont nombreuses à travers quinze biographies de "disparus" ou victimes d'assassinat politique.

Le Timorais Domingos Segurado, enseignant de 28 ans, est l'une des centaines de victimes du massacre perpétré à Timor en 1991. "Domingos Segurado était le seul survivant de sa famille : ses parents et ses frères avaient tous été tués par les militaires indonésiens", précise Amnesty International.

Pour participer à cette campagne, demander une brochure à

Amnesty International, 4, rue de la Pierre Levée 75553 Paris Cédex 11

PEUPLES SOLIDAIRES

Le "réseau jeunes solidaires" mène campagne pour soutenir les étudiants Timorais.

L'argent collecté ira aux centaines d'étudiants à qui l'Indonésie a coupé les bourses d'études. Pour obtenir la fiche-action n°1, de janvier 1994 :

Peuples Solidaires, 17, Place de l'Argonne, 75019 Paris.

TIMOR À L'ONU (COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME)

— suite de la première page —

de l'Indonésie, continue de nous inquiéter. La répression continue de s'exercer en ayant recours à la torture et à l'usage de la force, notamment sur les prisonniers condamnés à de lourdes peines pour des actes non violents de protestation. Xanana Gusmão, qui purge une peine de vingt ans, a vu ses visites suspendues pour avoir fait passer, à la Commission Internationale des Juristes à Genève, et à l'insu du gouvernement indonésien, une lettre demandant un nouveau procès. Les participants à la manifestation pacifique du 12 novembre 1991 à Dili sont toujours recherchés par les militaires et les corps des victimes n'ont toujours pas été restitués aux fa-

milles.

La politique de colonisation de Timor-Est se poursuit par un phénomène de transmigration de populations extérieures.

Monsieur le Président,

Au vu de ces constantes violations des droits de l'homme, France-Libertés / Fondation Danielle Mitterrand et la Fédération Internationale des Droits de l'Homme demandent :

— d'une part, que les mesures édictées par la résolution 1993/97, adoptée par la Commission des droits de l'homme en mars dernier, soient

mises en application, notamment en ce qui concerne l'accès au territoire par les organisations non gouvernementales,

— d'autre part, que, conformément aux principes internationaux applicables en l'espèce, le peuple de Timor-Est voit s'exercer son droit à l'auto-détermination,

— enfin, nos deux organisations, considérant l'évolution extrêmement négative de la situation sur place et le manque manifeste de volonté politique des autorités indonésiennes, demandent avec force à la Commission de poursuivre un examen scrupuleux des droits de l'homme à Timor-Est".